

Questions orales

qu'il voulait continuer d'exploiter la société pendant trois ans. Nous savons que l'entente n'a pas été conclue de bonne foi et que Ruhland a dépouillé la société de son actif.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas, à tout le moins, prévu une garantie à toute épreuve pour les travailleurs?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, ces propos me rappellent un ancien ministre du Cabinet libéral qui avait donné toutes sortes de garanties fermes qui ne valaient pas le papier sur lequel elles étaient écrites. Mon collègue sait très bien qu'on ne peut absolument pas prévoir de garantie à toute épreuve. Dans les actes juridiques, il est habituel de s'engager dans des entreprises sans garantie. Le CN a déployé tous les efforts possibles en l'occurrence.

Pour ce qui est du partage des biens immobiliers, le gouvernement n'a pas participé à la vente de cette façon. Il ne s'est mêlé d'aucune question de principe. Par conséquent, la réponse est non.

* * *

L'EMPLOI

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Commerce extérieur, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le président de Fruehauf Canada a annoncé la fermeture de son usine de remorques située à Brantford, en Ontario, qu'il attribue à l'Accord de libre-échange, aux taux d'intérêt élevés et à la déréglementation de l'industrie du camionnage.

Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre pour sauver ces 334 emplois, dont beaucoup se trouvent dans ma circonscription?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, d'abord, je voudrais dire que les propos de mon collègue au sujet du libre-échange sont faux. Nous avons toujours un tarif de 12 p. 100. Il était de 15 p. 100 et il est maintenant de 12 p. 100. Les problèmes chez Fruehauf n'ont rien à voir avec l'Accord de libre-échange. Beaucoup de facteurs sont en jeu, notamment la concurrence très intense dans ce secteur qui doit concurrencer les États-Unis et beaucoup d'autres entreprises.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration et moi travaillons en étroite collaboration avec tous les programmes de son ministère pour aider ces travailleurs.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, le ministre devrait en parler au président de Fruehauf Canada qui a déclaré hier que c'était une conséquence directe de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Étant donné que le ministre n'est pas disposé à faire quoi que ce soit pour conserver ces emplois, va-t-il au moins tenir la promesse faite par le gouvernement aux dernières élections et mettre en oeuvre les programmes spéciaux de réaffectation qui sont créés, paraît-il pour aider ces travailleurs?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je voudrais répéter qu'avec un tarif de 12 p. 100 ce problème n'a rien à voir avec l'Accord de libre-échange.

Deuxièmement, il y a un projet de loi dans la salle à côté que le Sénat bloque depuis de longs mois. Si le député veut faire quelque chose pour aider ses électeurs, il devrait demander aux sénateurs de bien vouloir adopter le projet de loi.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de M^{me} Adriana Munoz, membre du Parlement chilien et chef du Parti socialiste chilien.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. Lorne Nystrom (Yorton—Melville): Monsieur le Président, la question que je pose au vice-premier ministre, chargé de répondre au nom du premier ministre, fait suite à celle que mon chef lui a posée il y a quelques minutes au sujet de la clause Canada.

Comme chacun le sait à la Chambre, en vertu de l'entente dont fait état le communiqué publié samedi dernier, les peuples autochtones seront appelés à participer aux négociations les concernant lors de la conférence des premiers ministres, mais le vice-premier ministre pourrait-il promettre qu'ils seront de la partie à Vancouver, lorsque les premiers ministres se réuniront à l'automne pour discuter des aspects de la clause Canada qui intéressent les peuples autochtones de notre pays? Voilà l'engagement que nous souhaitons obtenir du premier ministre.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député sait qu'une démarche